



N° CE : 62.495
Doc. parl. : n° 8709

LE CONSEIL D'ÉTAT,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 17 juin 2026 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

Projet de loi
portant modification de la loi du 1^{er} août 2018 portant création d'une représentation nationale des parents

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 17 juin 2026 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 5 mai 2026 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 78, paragraphe 4, de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 19 votants, le 30 juin 2026.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Pour le Président,
Le Vice-Président,

s. Alain Kirsch